

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 21/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIVOM du Born Ychoux (déchetterie)**

115 rue de Piche  
40200 Pontenx-Les-Forges

Références : -

Code AIOT : 0003104294

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SIVOM du Born Ychoux (déchetterie) implanté Zone d'activité Achernar, 2620 rue de l'Infini route de Liposthey 40160 Ychoux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM du Born Ychoux (déchetterie)
- Zone d'activité Achernar, 2620 rue de l'Infini route de Liposthey 40160 Ychoux
- Code AIOT : 0003104294
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIVOM du Born est autorisé à exploiter une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets par arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-546 du 8 août 2019 sur la commune de Ychoux.

La déchetterie est implantée sur la parcelle 1345 de la section E et dispose d'une superficie de 8000 m<sup>2</sup> en bordure de la départementale D43, 260 rue de l'Infini dans la zone d'activité Achnar.

La déchetterie est ouverte au public les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi de 9h30 à 12h30 puis de 13h45 à 17h. Les jeudi, dimanche et jours fériés, la déchetterie est fermée.

La déchetterie accepte les métaux/ferrailles, bois, cartons, tout venant, meubles éligibles à Ecomaison, gravats, déchets ménagers spéciaux, déchets dangereux des ménages, déchets d'équipements électriques et électroniques, huiles de vidange, verres, papiers, déchets verts et les équipements et matériaux valorisables (recyclerie).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier ICPE complet (plans, registres, consignes, etc.)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Systèmes de détection et d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1.I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1.II	Demande d'action corrective	3 mois
13	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
19	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Brûlage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 45	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 5	
3	Envol des poussières	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	Sans objet
6	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
7	Accessibilité - Voirie d'accès	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
8	Accessibilité - Limitation de vitesse	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16	Sans objet
10	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
14	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Sans objet
15	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Sans objet
16	Tri - entreposage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1	Sans objet
17	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	Sans objet
18	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
20	Admission des déchets - Refus des déchets non conformes	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	Sans objet
21	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit disposer sur site du dossier "*Installation Classée*" tel que défini à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

L'exploitant doit également constitué un registre de sécurité rassemblant le passage des organismes de contrôles (incendie, électrique, eau, etc.).

Enfin, il doit élaborer et mettre en œuvre un plan de défense incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossier ICPE complet (plans, registres, consignes, etc.)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier ICPE complet (plans, registres, consignes, etc.)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dossier « installation classée ».</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;</li><li>- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;</li><li>- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;</li><li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;</li><li>- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;</li><li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li><li>- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;</li><li>- les consignes d'exploitation ;</li><li>- le registre de sortie des déchets ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents.</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La présence de classeurs contenant les consignes générales et particulières d'exploitation de l'entreprise et des installations a été confirmée sur le site. Cependant, le dossier "Installation Classée" (comprenant notamment l'arrêté d'enregistrement et l'arrêté ministériel) est actuellement indisponible sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de constituer et de rendre disponible le dossier "Installation Classée", tel que spécifié en détail par l'article 3 de l'Arrêté Ministériel (AM) du 26 mars 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p><b>Implantation</b></p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement n'est pas situé au-dessus ou sous des locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Envol des poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté et entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Envol des poussières</b></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les voies de circulation sont propres et bien maintenues (absence de dégradations ou de boue). L'installation était fermée au moment de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Intégration dans le paysage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Espaces verts</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Intégration dans le paysage</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le SIVOM a à disposition un service d'espaces verts, dont l'entretien contribue à la bonne intégration du site dans le paysage environnant. Les fréquences d'entretien de ce service sont modulées en fonction des besoins effectifs.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 5 : Désenfumage**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 14
--

Thème(s) : Autre, Désenfumage
-------------------------------

**Prescription contrôlée :**

***Désenfumage***

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;
- A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :**

Il est constaté l'absence de tout système de désenfumage au sein de l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie sous un mois qu'aucun local présent sur le site ne nécessite de dispositif de désenfumage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Clôture de l'installation**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
--

Thème(s) : Autre, Sécurité du périmètre
---

**Prescription contrôlée :**

***Clôture de l'installation***

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La sécurité du périmètre est assurée par une clôture rigide (type grillage) complétée par un dispositif de contrôle d'accès.</p> <p>Les horaires d'exploitation sont, par ailleurs, affichés sur un panneau à l'entrée du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Accessibilité - Voirie d'accès**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accessibilité pour les secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Accessibilité</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>[...]</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La voirie d'accès a été spécifiquement aménagée pour absorber toute perturbation de la circulation sur la voie publique adjacente.</p> <p>Un panneau de limitation de vitesse est apposé à l'entrée du site pour réguler la circulation interne.</p> <p>L'accessibilité du bâtiment et des aires de stockage est garantie pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Accessibilité - Limitation de vitesse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Limitation de vitesse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Accessibilité.</b></p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> <p>[...]</p>



<b>Constats :</b>
Il est remarqué que le panneau d'affichage à l'entrée comporte la signalisation adéquate concernant la limitation de vitesse applicable sur le site. La vitesse est limitée à 10 km/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Systèmes de détection et d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Détecteurs de fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b>  La question a été posée le 8/12/2025 à l'exploitant, le retour est en attente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie sous un mois qu'il respecte les dispositions prévues concernant les systèmes de détection et d'extinction automatique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### Constats :

L'installation est dotée d'un moyens de lutte contre l'incendie, notamment d'extincteurs et d'un hydrant sur la voie publique devant l'accès des véhicules.

#### Les principaux moyens et dispositifs observés incluent :

- **Alerte et Plans d'intervention :**
  - Un téléphone portable est prévu pour **alerter immédiatement les services d'incendie et de secours**.
  - Des **plans des locaux** sont affichés au poste d'accueil, facilitant l'intervention des secours. Ces plans intègrent une description des dangers spécifiques pour chaque local, conformément à l'article 10.
- **Ressource en eau (Défense Incendie) :**
  - Le site est équipé d'un appareil d'incendie (poteau) du réseau public, implanté à l'entrée du site. Il est à moins de **100 mètres** de l'entrée.
  - Ce dispositif assure un débit minimal de **60 mètres cubes par heure** pendant au moins deux heures, avec des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur.
- **Extincteurs :**
  - L'ensemble des six extincteurs a été installé en 2021.
  - Des extincteurs au nombre de 6 sont **répartis de manière appropriée** (à l'intérieur, sur les aires extérieures et dans les zones à risques spécifiques).

- Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
- Les agents d'extinction sont **adaptés aux risques à combattre** et compatibles avec les matières stockées.
- **Maintenance :**
  - L'exploitant a présenté le rapport de visite d'entretien des extincteurs de l'établissement réalisé par Sécurité Incendie du Born (SIB) en date du 09/12/2024 sous le bulletin de visite n° 76002.

Aucune observation n'a été relevée dans le cadre de l'inspection ou du contrôle en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Plan de défense contre l'incendie.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1.I

**Thème(s) :** Autre, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

***I. Plan de défense contre l'incendie***

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection

des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.
<b>Constats :</b>  Malgré la présence de consignes incendie, l'absence du plan de défense incendie réglementaire a été constatée. L'exploitant doit donc élaborer et mettre en œuvre ce plan, conformément aux exigences de l'article 22-1 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre le plan de défense incendie, conformément aux exigences de l'article 22-1 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 et le justifier à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Maîtrise des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1.II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Maîtrise des incendies
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>II. Maîtrise des incendies</b> L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des

personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les attestations des deux agents travaillant sur le site, certifiant qu'ils ont suivi et validé les formations suivantes :

- Formation et maniement des extincteurs ;
- Sensibilisation aux premières interventions en cas d'accidents ;
- Habilitation électrique BS BE manœuvre ;
- Formation à la réception et au tri des PMCB/DMS et à l'accueil des détenteurs ;
- Formation à la relation entre usagers et agents des services déchets et propreté.

Ces formations ont été dispensées et attestées par le SIVOM du Born et le Centre National de la Fonction publique territoriale (CNFPT).

L'exercice incendie tel que défini dans l'article 22-1.II de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 n'a pas été organisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'organiser un exercice incendie sur site avec les différents opérateurs et intervenants, puis d'établir un compte rendu qui devra être disponible sur site. Cet exercice devra être renouvelé tous les 3 ans conformément à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Vérifications périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25

**Thème(s) :** Situation administrative, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

***Vérification périodique et maintenance des équipements***

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des installations électriques, établi par la société DEKRA en date du 24 octobre 2025 (référence n° 090001362501R009).

La lecture de ce document révèle un manquement au niveau de la mise à la terre, spécifiquement pour la « porte motorisée garage » et la « borne compacteur 4 ».

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est requis de l'exploitant de présenter la preuve de la mise à la terre concernant les deux observations relevées dans le rapport, à savoir celles relatives à la « porte motorisée garage » et à la « borne compacteur 4 ».</p> <p>Afin de garantir la traçabilité des vérifications, il est également demandé à l'exploitant de créer un registre de sécurité unique sur le site pour y consigner tous les passages des organismes de contrôle et leurs rapports associés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Prévention des chutes et collisions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositifs anti-chute sur les quais de déchargement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i><b>Prévention des chutes et collisions</b></i></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I. Lorsque( le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'absence de quai de déchargement est notée.</p> <p>Les bennes utilisées sur le site sont conçues pour être ouvertes et accessibles à hauteur d'homme, ce qui simplifie leur utilisation par le public.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Stockage rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rétention du bac à huile de vidange
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i><b>Stockage rétention</b></i></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[...]

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :

Matières en suspension totales	100 mg/l
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté)	100 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10mg/l

#### Constats :

Afin de prévenir toute pollution, le conteneur d'huile moteur est conçu en double peau et est équipé d'un dispositif interne de récupération des égouttures. De plus, une rétention au sol assure une sécurité supplémentaire lors de l'opération de versement.

Pour la gestion des eaux d'extinction et des écoulements pollués lors d'un sinistre, l'installation est conçue pour que ceux-ci soient cantonnés.

Ces eaux sont dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales et stockées sur une plateforme étanche spécifique (voirie + bordures) d'où elles pourront être pompées.

L'exploitant dispose d'une consigne particulière au poste d'accueil pour la mise en place de ce confinement et les moyens à mettre en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 :** Tri - entreposage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1

**Thème(s) :** Autre, Batteries

**Prescription contrôlée :**

<p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation.</p> <p>Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le tri et l'entreposage des déchets sont effectués au moyen de conteneurs spécifiques, appelés Geoboxs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification : Chaque Geobox est clairement identifié sur la plateforme d'entreposage par un affichage précisant les déchets autorisés ;</li> <li>• DEEE : mise à disposition d'un Geobox distinct pour les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) ;</li> <li>• Batteries : elles sont transférées un jour sur deux vers une zone de stockage dédiée, située au siège du SIVOM du Born.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Collecte des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Réseaux de collecte des effluents séparés (eaux pluviales/eaux usées)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Collecte des effluents</b></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement, situé dans la zone d'activité Achenar, évacue ses eaux usées vers le réseau public auquel la zone est raccordée.</p> <p>Les eaux de ruissellement, quant à elles, sont collectées par le réseau interne de l'établissement, traitées via un décanteur/débourbeur, puis dirigées vers un bassin d'infiltration.</p>



Le plan présenté confirme que ces réseaux (eaux usées et eaux pluviales/ruissellement) sont dissociés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositifs de traitement des eaux pluviales polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Collecte des eaux pluviales</b></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le bordereau d'entretien du débourbeur/décanteur, qui a été réalisé par l'entreprise SARP Sud-Ouest le 01/12/2025, sous la fiche d'intervention n° 22476641.1.1.</p> <p>L'opération concernait une quantité de déchets hydrocarburés liquides estimée à 6 tonnes.</p> <p>Il est rappelé que la périodicité réglementaire de vidange et de nettoyage de cet équipement est annuelle.</p> <p>Toutefois, un report de cette opération est autorisé à condition que l'exploitant fournisse un justificatif basé sur des contrôles visuels réguliers de l'installation. Ces contrôles doivent être dûment enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. La période séparant deux opérations de nettoyage/vidange ne doit en aucun cas excéder deux ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect des valeurs limites de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Valeurs limites de rejet.</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de</p>

la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

#### **Constats :**

Les derniers résultats d'analyses d'eaux pluviales, demandés le jour de l'inspection, ne sont pas disponibles sur site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir ces documents au service d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 20 :** Admission des déchets - Refus des déchets non conformes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42

<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle systématique des déchets entrants, refus des déchets non conformes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Admission des déchets</b> Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant (SIVOM) a mis en place un dispositif d'information, sous forme de flyers, visant à orienter les usagers pour les flux de déchets faisant l'objet d'un refus de réception. Sont concernés les déchets spéciaux tels que l'amiante, les pneus, les médicaments, les extincteurs, les bouteilles de gaz, les déchets agricoles, le plâtre, etc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri et affectation claire des bennes/conteneurs (marquage visible)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Admission des déchets</b> Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. [...] Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. <b>I. Réception et entreposage</b> Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un dispositif d'affichage qui permet d'identifier sans ambiguïté le flux de tri correspondant à chaque zone de stockage (y compris les casiers, les bennes et les Geoboxes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Brûlage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Brûlage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Brûlage</b> Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Bien que le brûlage à l'air libre soit interdit, cette interdiction n'est pas signalée aux usagers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est donc demandé à l'exploitant d'apposer une signalétique visible à l'entrée du site pour informer les usagers de cette règle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois